



**RÉGION  
PROVENCE  
ALPES  
CÔTE D'AZUR**



## **APPEL A PROJETS *FSE+***

Programme *Provence-Alpes-Côte d'Azur et Massif des Alpes*  
FEDER/FSE+/FTJ 2021-2027  
**[OS4 – Osp 4.1]**

**« Améliorer l'accès à l'emploi en soutenant l'entrepreneuriat »**

Dépôt des candidatures :

Les dates limites de dépôt font l'objet d'une information sur le site [europe.maregionsud.fr](https://europe.maregionsud.fr)

### **Codification E-synergie :**

Territoire :	<i>Provence-Alpes-Côte d'Azur</i>
Programme :	<i>Programme Provence-Alpes-Côte d'Azur et Massif des Alpes FEDER-FSE+-FTJ 2021-2027</i>
Appel à projets :	<i>172_Entrepreneuriat</i> <i>172_1 : 1<sup>ère</sup> date de dépôt</i> <i>172_2 : 2<sup>ème</sup> date de dépôt</i>
Codification :	<i>PR04-ES04.1</i>
Service Guichet :	<i>SERVICE FSE+</i>

## TABLE DES MATIERES

1. OBJECTIFS DE L'APPEL A PROJETS .....	3
2. CRITERES D'ELIGIBILITE DE L'OPERATION .....	3
2.1. Le lieu de réalisation de l'opération.....	3
2.2. Le bénéficiaire .....	3
2.3. Les catégories d'actions .....	4
2.4. La date de démarrage de l'opération.....	4
2.5. Public cible.....	5
3. CRITERES FINANCIERS.....	5
4. CRITERES D'ELIGIBILITE DES DEPENSES .....	6
4.1. Calendrier d'éligibilité des dépenses.....	6
4.2. Présentation des dépenses .....	6
5. LES CRITERES TECHNIQUES DE SELECTION DES PROJETS.....	9
6. LES INDICATEURS.....	10
7. LA PROCEDURE DE CANDIDATURE A L'APPEL A PROJETS .....	10
➤ 7.1 Le portail e-Synergie.....	11
➤ 7.2 RECEVABILITE du dossier de demande de subvention.....	11
➤ 7.3 Composition du dossier de candidature .....	11
➤ 7.4 Les contacts et renseignements .....	12
8. LES MODALITES DE SELECTION ET CONVENTIONNEMENT DES PROJETS .....	12
9. LES OBLIGATIONS DES BENEFICIAIRES DES OPERATIONS SELECTIONNEES .....	13
10. LES OBLIGATIONS DE L'AUTORITE DE GESTION .....	13
➤ 10.1 Respect de la confidentialité .....	13
➤ 10.2 Traitement et protection des données à caractère personnel .....	13
ANNEXE 1 RELATIVE AUX CRITERES TECHNIQUES DE SELECTION DES PROJETS.....	15
ANNEXE 2 RELATIVE AUX AIDES D'ETAT.....	16
ANNEXE 3 RELATIVE AUX INDICATEURS.....	17

## 1. OBJECTIFS DE L'APPEL A PROJETS

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, en tant qu'Autorité de Gestion des fonds européens pour la période 2021-2027, est responsable de la mise en œuvre du Programme régional FEDER-FSE+-FTJ 2021-2027 Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et Massif des Alpes. A ce titre, elle s'est engagée au travers du FSE+ à soutenir l'accès à l'emploi et à la formation ainsi que l'accès aux soins sur le territoire régional en lien avec l'objectif stratégique d'« **une Europe plus sociale et inclusive mettant en œuvre le socle européen des droits sociaux** ».

Le présent appel à projets (AAP) relève de la priorité 4 et de l'objectif spécifique 4.1 visant à : **«améliorer l'accès à l'emploi et aux mesures d'activation de tous les demandeurs d'emploi, notamment des jeunes, en particulier par la mise en œuvre de la garantie pour la jeunesse, des chômeurs de longue durée et des groupes défavorisés sur le marché du travail, et des personnes inactives, ainsi que par la promotion de l'emploi indépendant et de l'économie sociale** ».

La mobilisation de cet objectif spécifique doit permettre de créer et pérenniser des emplois via l'entrepreneuriat. L'objectif général visé par cet appel est de **favoriser la dynamique entrepreneuriale (création/reprise et transmission d'entreprises) comme un moyen d'accès, de maintien ou de retour à l'emploi**.

Il s'agit notamment d'accompagner les publics les plus éloignés de l'emploi, de contribuer à la pérennisation des emplois, de développer des projets d'entreprises dans le domaine de l'économie sociale et solidaire (ESS) et dans les territoires en vulnérabilité, notamment les quartiers de la politique de la Ville (QPV).

A noter : cet appel à projets pourrait être le dernier appel sur cette thématique d'ici la fin de la programmation 2021-2027.

## 2. CRITERES D'ELIGIBILITE DE L'OPERATION

Les critères d'éligibilité des opérations sont cumulatifs. Une opération ne répondant pas à l'un de ces critères est inéligible. Ces critères portent sur :

### 2.1. Le lieu de réalisation de l'opération

Une opération est éligible dès lors qu'elle est réalisée physiquement sur le territoire de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Lorsque le projet est réalisé en partie seulement sur le territoire régional, le projet est éligible lorsque les bénéficiaires finaux du projet sont des publics cibles du Programme régional FEDER/FSE+/FTJ 2021-2027 Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et Massif des Alpes.

### 2.2. Le bénéficiaire

La structure qui répond à l'appel à projets est dénommée « bénéficiaire ».

Liste des bénéficiaires éligibles : Acteurs publics ou privés intervenant dans le champ de l'accompagnement à la création/reprise et transmission d'entreprise, et/ou spécialisés dans l'accompagnement des projets d'économie sociale et solidaire.

### Bénéficiaire chef de file et partenaires

Le montage en opération collaborative n'est pas autorisé dans le cadre de cet appel.

## **2.3. Les catégories d'actions**

Les actions soutenues sont les suivantes :

- 1. Appui à la création/reprise d'entreprise** permettant par exemple, une évaluation de la pertinence du projet, une montée en compétence du public, une évaluation des besoins financiers, une mise en réseau, une construction de business plan, un montage financier, une consolidation du modèle économique et juridique, une recherche de financement, etc.
- 2. La professionnalisation, l'animation et la coordination des acteurs de l'accompagnement sur les enjeux de l'entreprise et de l'accompagnement** par l'intermédiaire d'ateliers collectifs, d'outillage, de formation et de développement de la transition numérique et environnementale, d'accompagnement et d'évolution des pratiques, etc.  
Cette typologie d'action doit également s'inscrire dans un projet plus global d'accompagnement du public cible hormis pour les réseaux où une structure est uniquement dédiée à coordonner/piloter l'ensemble des autres structures.

Une attention particulière sera apportée aux actions relevant de l'économie sociale et solidaire (ESS), aux actions ciblant les territoires fragilisés tels que les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) et les territoires ruraux pour lesquels l'entrepreneuriat ressort comme un facteur d'inclusion. Une attention particulière sera également apportée aux opérations favorisant l'égalité des genres, la mixité des publics, la lutte contre toutes les formes de discrimination et intégrant les principes de développement durable.

Le présent appel à projets interviendra en complémentarité de l'appel à projets « Mon Projet d'Entreprise » 2025-2029 de la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur. « Mon Projet d'Entreprise » est opéré par le biais d'un mandat service d'intérêt économique général (SIEG). Une intervention commune Région-FSE+ est possible sur les phases de création, reprise, ainsi que sur l'animation et la coordination de l'action. En revanche, le FSE+ n'interviendra pas sur les phases développement et rebond de ce même appel à projet. Ces deux appels à projet font l'objet d'une instruction et d'un conventionnement distinct.

Les actions proposées devront respecter l'accord de partenariat entre la France et l'Union européenne, les lignes de partage fixées avec l'Etat sur le FSE+ et ne pas déjà bénéficier d'autres fonds européens.

## **2.4. La date de démarrage de l'opération**

Une opération peut avoir commencé avant le dépôt de la demande de subvention européenne.

Néanmoins, seront considérés comme éligibles, les projets achevés à la date de dépôt de la demande de subvention, que les paiements s'y rapportant aient été ou non effectués.

Dans le cadre de cet appel, la rétroactivité de l'opération peut être acceptée (se référer au paragraphe « Critères d'éligibilité des dépenses »).

## 2.5. Public cible

Le public prioritaire de cet appel est les personnes sans emploi ou rencontrant des difficultés pour s'insérer durablement dans l'emploi notamment les demandeurs d'emploi et inactifs à savoir les personnes se déclarant sans emploi qu'elles soient ou non-inscrites auprès du service public de l'emploi étant ou non en recherche active d'emploi, étant le cas échéant, indisponibles pour travailler immédiatement, ainsi que les personnes en emploi précaire, les entrepreneurs de moins de 3 ans et toute personne rencontrant des difficultés à s'insérer sur le marché du travail.

Sont également éligibles, les actifs (notamment les salariés en évolution professionnelle souhaitant créer ou reprendre une entreprise, les créateurs et repreneurs d'entreprise de moins de 3 ans) ainsi que les cédants et repreneurs.

Il est conseillé de travailler en coordination avec les services publics de l'emploi concernés (France Travail, missions locales, CAF, départements, etc.).

L'Autorité de Gestion veillera également à ce que l'aide accordée soit compatible avec la réglementation des Aides d'Etat (cf. annexe 2 du présent AAP)

## 3. CRITERES FINANCIERS

Pour être éligible, une opération doit respecter les points suivants :

- Pour les opérations inférieures à 200 000€ de coût total, solliciter a minima 20 000€ de FSE+
- Pour les opérations supérieures à 200 000€ de coût total, solliciter a minima 20% de FSE+ **et** 50 000€ de FSE+

Le respect de ces taux et de ces seuils sera vérifié :

1. au dépôt de la demande. A défaut, le dossier de demande de subvention sera considéré comme irrecevable
2. à l'issue de l'instruction du dossier, après ajustement éventuel du plan de financement. A défaut, l'opération sera considérée comme inéligible

A noter : l'enveloppe FSE+ estimative réservée à cet appel est de **23,5M€**.

À l'issue de la phase d'instruction de chaque dossier, l'Autorité de gestion applique un taux de cofinancement FSE qui dépendra notamment :

- Du montant des autres sources de cofinancement apportées au projet
- De la réglementation sur les aides d'Etat.
- Pour les collectivités territoriales ou les groupements de collectivités territoriales les dispositions des articles L.1111-9 et suivants du code général des collectivités territoriales.

Dans tous les cas, le **taux maximum de FSE+ est de 50% du coût total éligible**.

Outre le cofinancement FSE+, si l'opération prévoit des cofinancements publics et/ou privés, il conviendra de fournir les actes juridiques de cofinancement de la première année de l'opération ou à défaut, et au plus tard pour le passage en comité de programmation, une lettre d'intention.

Ces documents doivent permettre de retracer le montant exact fléché sur l'opération. A défaut, l'Autorité de Gestion proratisera les financements publics et/ou privés au périmètre de l'opération ou appliquera une clé de répartition.

Par ailleurs, si votre opération s'inscrit dans le cadre d'un SIEG et qu'elle génère des recettes, ces dernières doivent être intégrées au plan de financement (à distinguer de l'autofinancement) et justifiées.

En annexe du présent appel, sont disponibles un modèle type de **lettre d'intention** et un **courrier à destination de vos cofinanceurs** pour les informer des attendus de l'Autorité de Gestion pour tout dossier cofinancé.

## 4. CRITERES D'ELIGIBILITE DES DEPENSES



Afin d'établir sa candidature, le candidat doit se reporter au [guide du candidat](#) pour prendre connaissance de l'ensemble des conditions et règles applicables à l'éligibilité des dépenses, ainsi qu'à leurs modalités de présentation et de justification

Les dépenses éligibles constituent le coût total éligible de l'opération. Elles doivent être :

- rattachables à l'opération et raisonnables ;
- prévues dans le plan de financement de l'opération ;
- présentées en HT ou TTC

### 4.1. Calendrier d'éligibilité des dépenses

Les dépenses doivent être engagées et payées dans le calendrier prévisionnel d'exécution de l'opération et dans tous les cas entre le 1<sup>er</sup> janvier 2021 et le 31 décembre 2029, dates réglementaires d'éligibilité des dépenses.

Dans le cadre de cet appel, les dépenses seront éligibles **à partir de janvier 2025**.

### 4.2. Présentation des dépenses

Les dépenses éligibles sont présentées sur la base des coûts réels. Néanmoins, dans un objectif de simplification administrative et financière pour les porteurs de projets, certaines dépenses sont automatiquement calculées et présentées en utilisant des options de coûts simplifiés (OCS) détaillées ci-dessous.<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> En conformité avec l'article 53 du règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil

### Opérations inférieures à 200 000€ de coût total

Les opérations inférieures à 200 000€ de coût total seront conventionnées sous forme de « **projet de budget** »<sup>2</sup>. Il s'agit d'un budget prévisionnel justifié de l'opération défini à l'avance (à l'instruction) sur la base d'estimations détaillées et documentées de coûts éligibles, de réalisations ou de résultats attendus.

Cette méthode de justification des coûts permet de simplifier le paiement, ce dernier étant déterminé sur la base des réalisations/résultats définis au moment de l'instruction et de pièces justificatives restreintes et sans nécessité de récupérer les pièces comptables.

Au dépôt de la demande de subvention, le plan de financement devra se composer de :

- Frais de personnel directs sous forme de coûts unitaires
  - Sera appliqué un coût unitaire par heure travaillée (cf. plan de financement)  
L'Autorité de gestion a mis en place pour les opérations relevant notamment de l'objectif stratégique OS 4.1 un coût horaire calculé sur les données historiques de la programmation 2014-2020. Celui-ci est établi à 31,1 € au premier trimestre 2023, et sera actualisé au regard de l'évolution de de l'indice du coût du travail et de la durée de l'opération. La mise en place de ce coût horaire a pour objectif de simplifier le calcul et la justification des dépenses de personnel.
  - Présenter uniquement les salariés intervenant à plus de 10% de leur temps de travail annuel sur le projet
- Coûts éligibles restants – taux forfaitaire max de 40 % des frais de personnel directs  
Les autres coûts directs et indirects (hors dépense de personnel) de l'opération sont calculés et présentés en appliquant le taux forfaitaire de 40 % au montant des frais de personnels directs

Le budget total prend donc la forme suivante :

***(Frais directs de personnel + 40% des frais directs de personnel) / réalisations ou résultats = Dépenses de l'opération intégralement couvertes par des coûts unitaires ou montant forfaitaire***

### Opérations supérieures à 200 000€ de coût total

Les opérations supérieures à 200 000€ de coût total seront conventionnées selon 3 options possibles. (NB : les options 1 et 2 concernent toutes les opérations dont le poste frais de personnel directs représente plus de 20% du coût total éligible. Pour les autres opérations, les frais de personnels seront pris en charge sur la base de l'option 3.)

#### OPTION 1 : financement au taux forfaitaire de 40% des frais de personnel directs

Dans ce cadre, le plan de financement devra se composer de :

- Frais de personnel directs sous forme de coûts unitaires
  - Sera appliqué un coût unitaire par heure travaillée (cf. plan de financement)  
L'Autorité de gestion a mis en place pour les opérations relevant notamment de l'objectif stratégique OS 4.1 un coût horaire calculé sur les données historiques de la programmation 2014-2020. Celui-ci est établi à 31,1 € au premier trimestre 2023, et sera actualisé au regard de l'évolution de de l'indice du coût du travail et de la durée

<sup>2</sup> Art.53.3b du règlement (UE) 201/1060

de l'opération. La mise en place de ce coût horaire a pour objectif de simplifier le calcul et la justification des dépenses de personnel.

- Présenter uniquement les salariés intervenant à plus de 10% de leur temps de travail annuel sur le projet
- Coûts éligibles restants – taux forfaitaire max de 40 % des frais de personnel directs  
Les autres coûts directs et indirects (hors dépense de personnel directs) de l'opération sont calculés et présentés en appliquant le taux forfaitaire de 40 % au montant des frais de personnels directs

Le budget total prend donc la forme suivante :

**Frais directs de personnel + 40% des frais directs de personnel**

#### **OPTION 2 : financement au taux forfaitaire de 15% des frais de personnel directs**

Dans ce cadre, le plan de financement devra se composer de :

- Frais de personnel directs sous forme de coûts unitaires
  - Sera appliqué un coût unitaire par heure travaillée (cf. plan de financement)  
L'Autorité de gestion a mis en place pour les opérations relevant notamment de l'objectif stratégique OS 4.1 un coût horaire calculé sur les données historiques de la programmation 2014-2020. Celui-ci est établi à 31,1 € au premier trimestre 2023, et sera actualisé au regard de l'évolution de l'indice du coût du travail et de la durée de l'opération. La mise en place de ce coût horaire a pour objectif de simplifier le calcul et la justification des dépenses de personnel.
  - Présenter uniquement les salariés intervenant à plus de 10% de leur temps de travail annuel sur le projet
- Dépenses de prestations externes
- Dépenses de fonctionnement (frais généraux de structure)  
Cette catégorie de dépenses doit comprendre uniquement les dépenses directes qui n'auraient pas été supportées par la structure sans l'opération FSE. Par conséquent, seules les dépenses 100% liées à l'opération sont éligibles.
- Dépenses de communication de l'opération
- Coûts indirects – taux forfaitaire max de 15 % des frais de personnel directs  
Un taux forfaitaire de 15% est appliqué aux frais de personnels directs pour couvrir les coûts indirects

Le budget total prend donc la forme suivante :

**Frais directs de personnel + autres frais directs + 15% des frais directs de personnel**

#### **OPTION 3 : financement au taux forfaitaire de 20% des dépenses directes du projet**

Dans ce cadre, le plan de financement devra se composer de :

- Dépenses de prestations externes
- Dépenses de fonctionnement (frais généraux de structure)  
Cette catégorie de dépenses doit comprendre uniquement les dépenses directes qui n'auraient pas été supportées par la structure sans l'opération FSE. Par conséquent, seules les dépenses 100% liées à l'opération sont éligibles.
- Dépenses de communication de l'opération
- Frais de personnel directs au taux plafonné à 20 % des coûts directs  
Pourra être appliqué un taux forfaitaire de 20% calculés sur la somme des coûts directs précités permettant de couvrir les dépenses RH de l'opération. Dans ce cas, les coûts directs



permettant de calculer les 20% doivent être inférieurs aux seuils des marchés visés dans les directives 2014/24 et 25/UE.

Le budget total prend donc la forme suivante :

**frais directs (hors RH) + 20% des frais directs**

A noter que, quel que soit le montant de l'opération ou l'option choisie :

- Sont exclues des dépenses éligibles :
  - Les dépenses bénéficiant déjà du soutien d'un autre fonds, programme, instrument de l'Union ou plan de relance tel que le Plan National de Relance et de Résilience (PNRR)
  - Les dépenses inéligibles mentionnées dans les règlements européens<sup>3</sup> et dans le décret n° 2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période de programmation 2021-2027
- Le bénéficiaire est tenu au respect des normes applicables notamment en matière d'aide d'Etat et de mise en concurrence. La politique d'achat de la structure sera analysée ainsi que son lien avec le code des marchés publics.

Dans le cadre des opérations cofinancées au titre de « Mon projet d'entreprise », il convient de sélectionner l'Option de Coûts Simplifiés à 40%.

## **5. LES CRITERES TECHNIQUES DE SELECTION DES PROJETS**

Les projets répondant aux critères d'éligibilité des opérations seront sélectionnés au regard des critères de sélection détaillés en **annexe 1** du présent appel.

Pour chaque catégorie de critère de sélection, le service instructeur attribue une note selon la grille d'évaluation. Une note globale sur 20 est ainsi attribuée, correspondant à la somme des notes attribuées à chaque catégorie de critère.

Pour recevoir un avis favorable, le dossier doit :

- Obtenir une note globale supérieure ou égale à 10/20,
- **ET** n'obtenir aucune note par catégorie strictement inférieure à la moyenne des points de cette catégorie.

Dans le cas contraire, il reçoit un avis défavorable.

Les dossiers ayant reçu un avis favorable sont classés en fonction de leur note, et acceptés jusqu'à épuisement de l'enveloppe financière.

L'analyse de ces différents critères se fera au regard des éléments contenus dans l'ensemble du dossier de demande. Se référer à l'annexe 3 du dossier de demande, spécifiquement dédiée à

---

<sup>3</sup> [Règlement CPR (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes  
Règlement (UE) 2021/1058 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant sur le FEDER  
Règlement (UE) 2021/1056 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant sur le FTJ  
Règlement (UE) 2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant sur le FSE+]

l'analyse des principes horizontaux et à l'annexe 2 du dossier demande « Description détaillée du projet ».

## 6. LES INDICATEURS

Les projets soutenus par des crédits européens doivent s'inscrire dans une logique de performance qui s'évalue par les indicateurs suivants :

- EECO01 – Nombre de participants
- EECO02 – Chômeurs, y compris chômeurs de longue durée
- EECR04 – Participants exerçant un emploi, y compris à titre indépendant, au terme de leur participation

Par conséquent, les indicateurs font l'objet d'une instruction au même titre que l'ensemble du projet. Ces données seront à fournir lors de la constitution de votre dossier de demande d'aide mais également lors des demandes de paiement.

Pour le dépôt de votre demande de subvention, il convient de saisir une valeur dans e-synergie uniquement pour les indicateurs précités. Si votre opération ne s'adresse pas à des participants ou ne correspond pas à ces indicateurs, mettre la valeur à 0.

Au cours de la mise en œuvre de votre opération FSE+, il conviendra de collecter l'ensemble des indicateurs « PARTICIPANTS » précisés en annexe du Règlement UE n°2021/1057 (et pas uniquement ceux précités) à deux étapes :

- à l'entrée dans l'opération et
- à la sortie de l'opération.

Pour faciliter le recueil de l'ensemble de ces données, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a élaboré deux questionnaires dédiés.

**Les outils de collecte des données et de suivi des participants (questionnaires et notice explicative) sont annexés à cet appel sous « KIT INDICATEURS FSE+ ».**

Dès conventionnement de l'opération, le bénéficiaire disposera d'un accès à un logiciel de suivi des données des participants (Viziaprog). Il est donc impératif de renseigner les questionnaires dès le début de l'opération en vue du renseignement du logiciel, et de les conserver.

***Se référer à l'annexe 3 INDICATEURS du présent appel qui précise davantage cette partie.***

## 7. LA PROCEDURE DE CANDIDATURE A L'APPEL A PROJETS

Pour plus d'informations concernant la procédure de candidature, consultez le [guide du candidat](#).

## ➤ 7.1 Le portail e-Synergie

Le dépôt des dossiers de demandes de subvention au titre du Programme Provence-Alpes-Côte d'Azur et Massif des Alpes FEDER-FSE+-FTJ 2021-2027 s'effectue par **voie dématérialisée sur le portail e-Synergie.**

Le portail e-SYNERGIE est accessible à l'adresse suivante :

[E-Synergie - Portail \(synergie-europe.fr\)](https://synergie-europe.fr)

## ➤ 7.2 Recevabilité du dossier de demande de subvention

Une fois le dossier déposé et validé dans e-Synergie, une attestation de dépôt est générée automatiquement.

Un dossier est jugé **RECEVABLE** selon les critères cumulatifs suivants :

- avoir été dûment daté et signé par la personne habilitée
- avoir été transmis dans les délais mentionnés dans l'appel à projets
- respecter les montants et/ou taux plancher et/ou plafond, indiqués dans l'appel à projets
- être accompagné par :
  - La déclaration sur l'honneur du bénéficiaire datée et signée
  - Les annexes de l'appel à projets dûment complétées.

Les dossiers irrecevables ne sont pas instruits et les porteurs de projets sont tenus informés de leur rejet ainsi que le comité régional de programmation.

## ➤ 7.3 Composition du dossier de candidature

Pour vous aider à déposer sur e-Synergie votre dossier de demande de subvention, il est nécessaire de prendre connaissance de l'ensemble des documents suivants, joints à cet appel à projet :

- La grille des pièces à joindre au dossier
- Le résumé de l'appel à projet incluant le calendrier de dépôt des dossiers

### DOSSIER ANNEXES PIECES COMMUNES :

- La notice d'aide à l'utilisation d'e-Synergie et la trame standard FSE+ 21-27
- La déclaration sur l'honneur du bénéficiaire **à compléter et signer**
- Les 3 annexes au dossier de demande de subvention **dûment complétées et signées** (Word et PDF)

### DOSSIER ANNEXES PIECES SPECIFIQUES AAP :

- Le Kit commande publique **à compléter**

- La grille relative à la déclaration de PME et aides d'Etat à **compléter**
- La lettre d'intention des cofinanceurs à **faire compléter** par ces derniers  
(pour l'année 1 du projet et à défaut de transmission des conventions/actes juridiques)

En annexe à l'AAP, sont également disponibles un **KIT INDICATEURS FSE+** et un **KIT SUIVI DE PROJET**.

## ➤ 7.4 Les contacts et renseignements

Pour tout renseignement relatif au présent appel à projets, vous pouvez contacter le service FSE+ via la fiche projet disponible ici : [Fiches de demande d'accompagnement - Europe en Région Sud \(maregionsud.fr\)](https://maregionsud.fr/fiches-de-demande-d'accompagnement-europe-en-region-sud)

### Région SUD Provence-Alpes-Côte d'Azur

Direction des Affaires Européennes

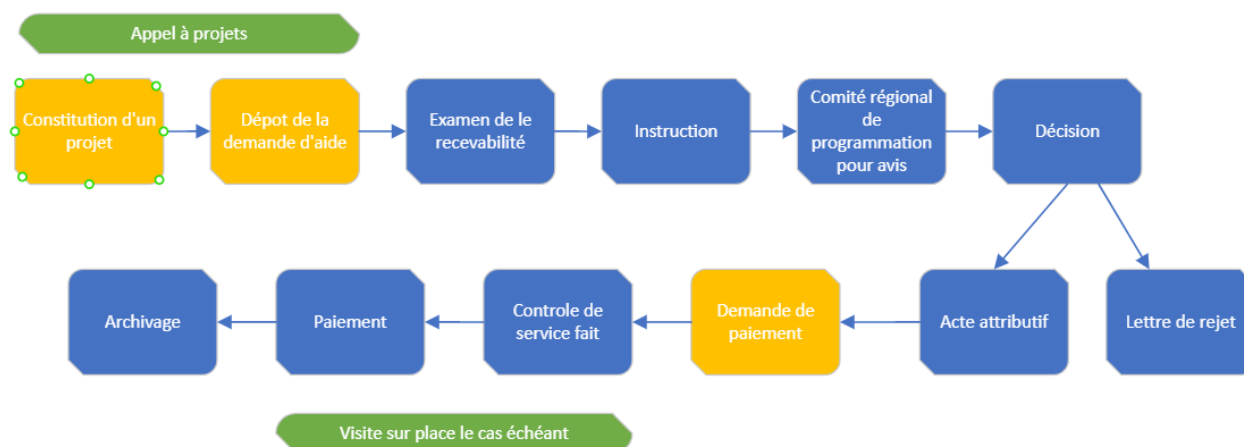
Service FSE+

[fse@maregionsud.fr](mailto:fse@maregionsud.fr)

en précisant en objet l'intitulé de l'appel.

## 8. LES MODALITES DE SELECTION ET CONVENTIONNEMENT DES PROJETS

Les modalités de sélection et de conventionnement des projets sont détaillées dans le guide du candidat



Après signature de l'acte attributif de subvention entre le bénéficiaire et l'autorité de gestion, la subvention européenne sera versée sous la forme

- d'une avance : sous réserve de l'avis favorable de l'autorité de gestion et dans la limite de 20% du montant FSE+ programmé. L'avance octroyée sera déduite du premier acompte et le cas échéant des suivants.
- d'un ou plusieurs acomptes : sur justifications des dépenses acquittées et après application du taux FSE+ conventionné aux dépenses éligibles retenues.
- d'un solde : sur justifications des dépenses acquittées, des cofinancements perçus et après application du taux FSE+ conventionné aux dépenses éligibles retenues.

## **9. LES OBLIGATIONS DES BENEFICIAIRES DES OPERATIONS SELECTIONNEES**

Les bénéficiaires des opérations sélectionnées devront respecter plusieurs principes qui seront énoncés dans l'acte attributif de subvention et notamment les principes ci-dessous. Le non-respect de ces principes entraînera la diminution de la subvention européenne accordée et le cas échéant le reversement des sommes déjà perçues voire le retrait de la subvention (notamment en cas d'inéligibilité de l'opération entraînant la déprogrammation du dossier). Avant tout dépôt de demande de subvention européenne, il est donc nécessaire de consulter les informations relatives à ces principes figurant dans le [guide du candidat](#) et dans le guide du bénéficiaire.

En ce qui concerne les règles en matière de communication, des outils sont également à votre disposition sur [COMMUNICATION EUROPEENNE](#).

## **10. LES OBLIGATIONS DE L'AUTORITE DE GESTION**

### **➤ 10.1 Respect de la confidentialité**

L'Autorité de gestion s'engage à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice au bénéficiaire.

La confidentialité est appliquée sans préjudice des règles de publication applicables au niveau de la publicité européenne.

### **➤ 10.2 Traitement et protection des données à caractère personnel**

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution de la présente convention.

Toute donnée à caractère personnel sera traitée par l'Autorité de gestion conformément au règlement (CE) n° 2016/679 du 27 avril 2016.

Dans le cas d'une opération financée conformément à un régime d'aides d'état pris sur la base du Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité, l'Autorité de gestion conserve le dossier détaillé sur l'aide octroyée pendant dix ans à compter de la date d'octroi de l'aide.

Les personnes dont les données à caractère personnel sont traitées disposent d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation du traitement, d'effacement et de portabilité de ces données qui peut être exercé en s'adressant au délégué à la protection des données de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, par courrier postal à l'adresse : 27 Place Jules Guesde 13481 Marseille Cedex 20, ou par courriel à l'adresse : [dpd@maregionsud.fr](mailto:dpd@maregionsud.fr).

Plus d'informations sur : [Mentions générales sur la protection des données - Région Sud - Provence-Alpes-Côte-d'Azur \(maregionsud.fr\)](#)

## ANNEXE 1 RELATIVE AUX CRITERES TECHNIQUES DE SELECTION DES PROJETS

Les opérations répondant aux critères d'éligibilité seront sélectionnées au regard des critères de sélection ci-dessous. **Le service FSE+ attire votre attention sur l'importance de remplir de manière claire, précise et détaillée l'annexe 2 « Description détaillée du projet ».** Un renseignement partiel ou non-concret risquerait d'entraîner une note éliminatoire.

BLOC 1. QUALITE (10/20)		Porteurs privés	Porteurs publics
Raison d'être du projet, processus d'élaboration et cadre de réalisation de mise en œuvre  (/2)	<u>Pertinence des types d'actions et/ou modalités de mise en œuvre au regard des objectifs poursuivis</u> <i>Projet qui fait suite à une évaluation et/ou une analyse chiffrée</i>	0,5	0,5
	<u>Intégration du projet dans une démarche territoriale ou une stratégie plus globale</u> <i>Projet identifié dans les schémas territoriaux régionaux et/ou répondant à des objectifs nationaux et européens ; répondant à un service public d'intérêt général</i>	1	1
	<u>Dimension partenariale</u> <i>Situation du projet dans ses liens avec les services publics de l'emploi et les entreprises</i>	0,5	0,5
Appréciation du niveau de maturité du projet  (/3)	<u>Maturité organisationnelle</u> <i>Analyse de la situation de l'équipe projet au regard des objectifs finaux du projet (état des recrutements, stabilité, temps RH mobilisés, etc.)</i>	1	1
	<u>Maturité technique</u> <i>Analyse du calendrier de réalisation, du matériel existant et des procédures mises en œuvre</i>	0,5	1
	<u>Maturité financière</u> <i>Analyse de la stabilité financière du projet</i>	1,5	1
Valeur ajoutée et impact du projet sur sa thématique ou le territoire  (/3)	<u>Caractère structurant du projet</u> <i>Analyse des méthodes pédagogiques, outils créés</i>	1	1
	<u>Plus-value du projet dans son domaine ou sur le territoire</u> <i>Impact large/fort sur le territoire et le public et démonstration de la plus-value du projet dans son domaine ou plus-value apportée par le FSE</i>	1,5	1,5
	<u>Viabilité et pérennité du projet</u> <i>Vocation du projet à perdurer et/ou à être essaimé</i>	0,5	0,5
Réponse aux enjeux de développement durable/ respect des principes égalité H/F et non-discrimination (/2)	<u>Principes horizontaux</u> <i>Prise en compte du projet intégralement et/ou partiellement de l'égalité femmes-hommes, de la lutte contre les discriminations, du socle européen des droits sociaux et du développement durable</i>	2	2
BLOC 2. PERFORMANCE (10/20)		Porteurs privés	Porteurs publics
Capacité administrative du porteur  (/4)	<u>Moyens humains dédiés à la gestion du dossier</u> <i>Analyse des moyens humains dédiés au suivi administratif et financier du projet européen (a minima 2 personnes)</i>	2	2
	<u>Modalités de suivi du dossier européen et procédures internes</u> <i>Analyse des procédures internes mise en place dans la sécurisation des dépenses et du suivi des participants au titre d'une opération cofinancée</i>	2	2
Performance financière du projet  (/4 ou /5)	<u>Potentiel de certification des dépenses du projet</u> <i>Analyse du montant FSE demandé au regard du volume total du projet</i>	1	2
	<u>Adéquation entre les résultats escomptés et le coût du projet</u> <i>Analyse du montant FSE demandé au regard des résultats escomptés du projet</i>	2	2
	<u>Capacité financière</u> <i>Analyse sur la base d'une grille financière démontrant la capacité d'autofinancement et de trésorerie de la structure</i>	2	/
Contribution du projet aux indicateurs du Programme (/1 ou /2)	<u>Niveau de contribution du projet à l'atteinte des valeurs-cibles des indicateurs de réalisation et de résultat du Programme</u> <i>Analyse de la contribution du projet aux participants ciblés dans le Programme et capacité du porteur à en assurer la cohérence et la fiabilité du suivi</i>	1	2
TOTAL		20	20

## ANNEXE 2 RELATIVE AUX AIDES D'ETAT

L'attribution de subventions européennes à une « entreprise » au sens du droit de l'Union est soumise à la réglementation européenne en matière d'aides d'Etat.

Est considérée comme une entreprise, toute entité exerçant une activité économique, indépendamment de son statut juridique, c'est-à-dire toute activité consistant à offrir des biens ou des services sur un marché donné.

L'article 107 § 1 du traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE) pose un principe d'interdiction des aides d'Etat : « *Sauf dérogations prévues par les traités, sont incompatibles avec le marché intérieur, dans la mesure où elles affectent les échanges entre Etats membres, les aides accordées par les Etats ou au moyen de ressources d'Etat sous quelque forme que ce soit qui faussent ou menacent de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions.* »

Quatre critères permettent de qualifier une aide publique d'« aide d'Etat » : l'aide est accordée à une entreprise ; est imputable à l'Etat ou consomme des ressources d'Etat ; procure à cette entreprise un avantage sélectif ; affecte ou est susceptible d'affecter les échanges entre Etats membres et la concurrence.

Dans ce cadre, l'Autorité de gestion doit vérifier si l'aide octroyée est une aide d'Etat.

Dans le présent appel à projets :

### **1. Soit l'aide octroyée n'est pas une aide d'Etat**

Il pourra être démontré que :

- soit l'entreprise bénéficiaire n'exerce pas une activité économique ;
- soit le projet subventionné ne fausse pas ou ne menace pas de fausser la concurrence, qu'il n'est pas susceptible d'affecter les échanges entre Etats membres, notamment au regard de son caractère « purement local » ;
- soit l'aide publique est d'un montant inférieur aux seuils « *de minimis* », soit 300.000€ sur trois années glissantes, tel que prévu par le règlement (UE) n°2023/2831 du 13 décembre 2023.

### **2. Soit l'aide octroyée entre dans la gestion d'un Service d'intérêt Economique Général (SIEG)**

et devra se reporter à l'un des textes suivants :

- Règlement (UE) n° 2023/2832 du 13 décembre 2023 relatif aux aides *de minimis* SIEG, spécifique aux compensations accordées aux entreprises chargées de SIEG et qui sont **inférieures à 750.000€ sur trois années glissantes**.
- décision d'exemption 2021/21/UE du 20 décembre 2011 relative aux compensations accordées à certaines entreprises chargées de la gestion de SIEG.

Dans ce cas, l'aide UE ne devra pas créer un risque de surcompensation.

Il conviendra dans ce cas d'annexer au dossier de demande, les éléments financiers du SIEG (convention de mandat SIEG et annexe dépenses/ressources du SIEG).

Si l'aide octroyée n'entre pas dans l'un de ces cadres, l'Autorité de Gestion devra faire une analyse complémentaire de l'opération permettant de s'assurer de l'éligibilité avec le Programme et de la compatibilité avec les aides d'Etat.

Par ailleurs, le soutien accordé à un projet qui relève d'un service social d'intérêt général (SSIG), est de nature non économique.



## ANNEXE 3 RELATIVE AUX INDICATEURS

Le suivi des indicateurs est central car la Région :

- s'est engagée à atteindre des objectifs en 2029 et votre projet participe directement à l'atteinte de ces cibles
- doit s'assurer que la donnée est cohérente, exacte, qu'elle répond aux exigences de la Commission européenne en termes de qualité et de fiabilité (article 69 paragraphe 4 du règlement 2021/1060).

Par conséquent, les indicateurs font l'objet d'une instruction au même titre que l'ensemble du projet :

- Lors de l'instruction de votre dossier, les instructeurs vérifieront la bonne adéquation du choix des indicateurs retenus pour l'opération avec l'action concernée, des valeurs prévisionnelles et de références renseignées ainsi que des pièces justificatives que vous serez en mesure de fournir.
- Lors de la demande de paiement, l'autorité de gestion validera les valeurs des indicateurs renseignées par le bénéficiaire à la fin de l'exécution physique et financière du projet.

### Les indicateurs relatifs à cet appel à projets

Référence de l'indicateur sous e-Synergie / Code de l'indicateur	Intitulé de l'indicateur	Unité	Au moment du dépôt de la demande de subvention	Pièces justificatives à fournir et moment de valorisation	Cible que la Région doit atteindre en 2029
EECO01	Nombre total de participants	participants	Indiquer dans E-Synergie le nombre total de participants envisagés	Suivi au fil de l'eau de l'opération	Non concerné
EECO02	Chômeurs, y compris chômeurs de longue durée	participants	Indiquer dans E-Synergie le nombre prévisionnel estimé de participants chômeurs (Ce qui correspond à votre « valeur prévisionnelle »)	<p><b>Pièces justificatives :</b> seront définies au moment de l'instruction et conventionnées</p> <p><b>La collecte des données se fait de la manière suivante :</b></p> <p><b>Suivi des données :</b> Le processus de suivi des données est décrit plus bas, sous le tableau.</p> <p><b>Valorisation des données :</b> Le porteur complète les données dans e-Synergie au vu des données présentes</p>	20 207 participants

				<p>sur Viziaprog lors de l'établissement de la demande de paiement.</p> <p>Le service instructeur effectue des contrôles de ces données au moment des demandes de paiement du porteur.</p>	
EECR04	Participants exerçant un emploi, y compris à titre indépendant, au terme de leur participation	participants	Indiquer dans Synergie le nombre prévisionnel estimé de participants (Ce qui correspond à votre « valeur prévisionnelle »)	<p><b>La collecte des données se fait de la manière suivante :</b></p> <p><b>Suivi des données :</b></p> <p>Le processus de suivi des données est décrit plus bas, sous le tableau.</p> <p><b>Valorisation des données :</b></p> <p>Le porteur complète les données dans e-Synergie au vu des données présentes sur Viziaprog lors de l'établissement de la demande de paiement.</p> <p>Le service instructeur effectue des contrôles de ces données au moment des demandes de paiement du porteur.</p>	8 082 participants

**Les définitions précises des indicateurs sont consultables dans le « kit indicateurs FSE+ », annexé au présent appel à projets.**

**Afin de contrôler la fiabilité du système mis en place par le bénéficiaire pour le suivi des données « indicateurs », l'Autorité de gestion demande de fournir une méthode/procédure mise en place pour la récupération et le traitement des données relatives aux participants (se référer au « kit indicateurs »)**